



ORGANISATION AFRICAINE DES CONSOMMATEURS (OAC)

African Consumers Organization (ACO)

50 organisations nationales de consommateurs dans 39 pays d'Afrique



Rapport de participation de l'Organisation Africaine des Consommateurs (OAC) aux travaux préparatoires africains de la WTSA-28 et aux réunions ITU-T à Accra du 13 au 17 avril 2026



Délégation de l'OAC :

- 1- Dr SOGADJI Hoéléte Yao, Directeur Exécutif de l'OAC (LCT, Togo)
- 2- M. GAGALO Kokou, Président de l'ATC (Togo)
- 3- M. HOUESSOU Eric, Président de l'ABDC (Bénin)
- 4- M. DIAKITE Wahab, Président de l'ASCOMA (Mali)
- 5- M. TRAORE Oumar, Président du REDECOMA (Mali)

Avril 2026



ORGANISATION AFRICAINE DES CONSOMMATEURS (OAC)

African Consumers Organization (ACO)

50 organisations nationales de consommateurs dans 39 pays d'Afrique

Table des matières

Introduction	3
I- Cérémonie d'ouverture	4
II- Jour 1 : WTSA-28.....	6
III- Jour 2 : OTT et urgence.....	7
IV- Jour 3 : SG2 et SG3.....	8
V- Cérémonie de clôture	9
Conclusion.....	10
Annexe : Agenda.....	11

Introduction

Dans le cadre du renforcement de la participation des acteurs nationaux et régionaux aux réflexions sur la normalisation des télécommunications, une délégation de l'Organisation Africaine des Consommateurs (OAC), composée de représentants d'associations de consommateurs du Togo, du Bénin et du Mali, a pris part à la première réunion préparatoire africaine pour la WTSA-28, aux ateliers conjoints ITU-ATU ainsi qu'aux réunions régionales des groupes d'étude ITU-T SG 2 et SG 3 pour l'Afrique. Ces travaux se sont déroulés à Accra, au Ghana, du 13 au 17 avril 2026, sous l'organisation de l'ATU et de la National Communications Authority (NCA), avec l'appui des autorités ghanéennes.

La délégation de l'OAC était conduite par **Dr SOGADJI Hoéléte Yao**, Directeur Exécutif de l'OAC et Président de la Ligue des Consommateurs du Togo (LCT). Elle comprenait également **M. GAGALO Kokou**, Président de l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC), ainsi que **M. HOUESSO Eric**, Président de l'Association Béninoise pour la Défense du Consommateur (ABDC), **M. DIAKITE Wahab**, Président de l'Association des Consommateurs du Mali (ASCOMA), et **M. TRAORE Oumar**, Président du Regroupement pour la Défense des Consommateurs du Mali (REDECOMA), tous membres de l'OAC. La participation des délégués du Togo et du Mali a bénéficié de l'accompagnement des régulateurs de leurs pays respectifs, l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP Togo) et l'Autorité Malienne de Régulation des Télécommunications/TIC et des Postes (AMRTP). Cette présence commune a témoigné de l'intérêt accordé par le mouvement consommériste africain aux grandes réflexions régionales sur la régulation des télécommunications et la normalisation des services numériques.



La participation active de cette délégation a été particulièrement importante, car elle a permis de faire entendre la voix des consommateurs africains dans des débats techniques ayant un impact direct sur l'accessibilité, la qualité et le coût des services. Leur engagement a contribué



ORGANISATION AFRICAINE DES CONSOMMATEURS (OAC)

African Consumers Organization (ACO)

50 organisations nationales de consommateurs dans 39 pays d'Afrique

à défendre les préoccupations des usagers, à renforcer la visibilité de l'OAC et de ses organisations membres aux côtés des autres acteurs de la région et à promouvoir une meilleure prise en compte de l'intérêt général dans l'élaboration des orientations régionales.

Cette participation, soutenue par l'ARCEP Togo et l'AMRTP du Mali, visait à renforcer la voix des consommateurs dans des débats techniques ayant un impact direct sur l'accessibilité, la qualité et l'équité des services de télécommunications. Elle s'inscrit dans une dynamique de plaidoyer pour une meilleure prise en compte des besoins des usagers dans l'élaboration des standards et des politiques publiques du secteur numérique.

I- Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été présidée par la Secrétaire générale de l'Union internationale des télécommunications (UIT), Mme Doreen Bogdan-Martin, aux côtés du Ministre ghanéen chargé de l'économie numérique et du Directeur général de la National Communications Authority (NCA). Cette ouverture solennelle a donné le ton des travaux en soulignant l'importance stratégique de la coopération africaine dans la préparation de la WTSA-28.

Le Directeur exécutif de l'Union Africaine des Télécommunications, **M. John Omo**, a été activement impliqué dans l'organisation de cette rencontre et a assumé d'importantes responsabilités tout au long des travaux. Sa présence constante, depuis la cérémonie d'ouverture jusqu'aux différentes sessions techniques, a contribué au bon déroulement de l'événement et à la coordination efficace entre les parties prenantes.

Dès l'ouverture, M. John Omo a joué un rôle central aux côtés des autres responsables institutionnels, témoignant de l'importance accordée à cette initiative organisée en co-organisation par l'UIT et l'UAT. Son engagement a renforcé la portée régionale de la rencontre et a illustré la volonté commune des institutions partenaires de promouvoir une meilleure intégration des perspectives africaines dans les travaux de normalisation.



Directeur Général de la NCA (Ghana) : Rev. Ing. Edmund Yirenkyi Fianko ; Secrétaire Générale de l'UIT (Union Internationale des Télécommunications) : Doreen Bogdan-Martin ; Ministre de la Communication, des Technologies numériques et de l'Innovation (Ghana) : Hon. Samuel Nartey George ; Secrétaire Exécutif de l'UAT (Union Africaine des Télécommunications) : John Omo. (De gauche à droite).

Dans son cadre protocolaire, la cérémonie a mis en avant la nécessité pour l'Afrique de parler d'une seule voix sur les grands dossiers de normalisation, de transformation numérique et de gouvernance des télécommunications. Elle a également rappelé le rôle central des institutions régionales et nationales dans la construction d'un écosystème numérique plus inclusif et plus résilient.

La présence des autorités ghanéennes et des responsables de l'UIT a conféré à l'événement une dimension politique et technique majeure, illustrant l'engagement commun en faveur du développement numérique du continent. Cette séquence inaugurale a permis de créer un climat favorable aux échanges entre gouvernements, régulateurs, experts et représentants de la société civile.

Les représentants de l'OAC ont suivi avec attention cette cérémonie, estimant qu'elle confirmait la place croissante des questions de régulation, d'accès et de protection des usagers dans les grandes rencontres internationales du secteur. Ils y ont vu une opportunité de faire entendre la perspective citoyenne dans un cadre habituellement dominé par les seuls experts techniques.

L'ouverture s'est ainsi inscrite comme un moment d'orientation politique et institutionnelle, préparant les participants à des journées de travail intenses autour des priorités africaines pour la WTSA-28, des enjeux liés aux OTT et des perspectives de coopération dans les groupes d'étude régionaux.

II-Jour 1 : WTSA-28

La première journée a été consacrée à la première réunion préparatoire africaine pour la WTSA-28, dont l'objectif principal était de renforcer la position commune du continent africain avant la prochaine Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications. Les participants ont travaillé à l'harmonisation des priorités régionales afin d'assurer une meilleure représentation des intérêts africains dans les instances internationales.



Les échanges ont porté sur le processus préparatoire de la WTSA-28, notamment sur les mécanismes institutionnels, les étapes de coordination et les contributions attendues des différentes parties prenantes. Cette séquence a permis de clarifier les responsabilités respectives des délégations et d'identifier les leviers permettant de consolider une position africaine cohérente.

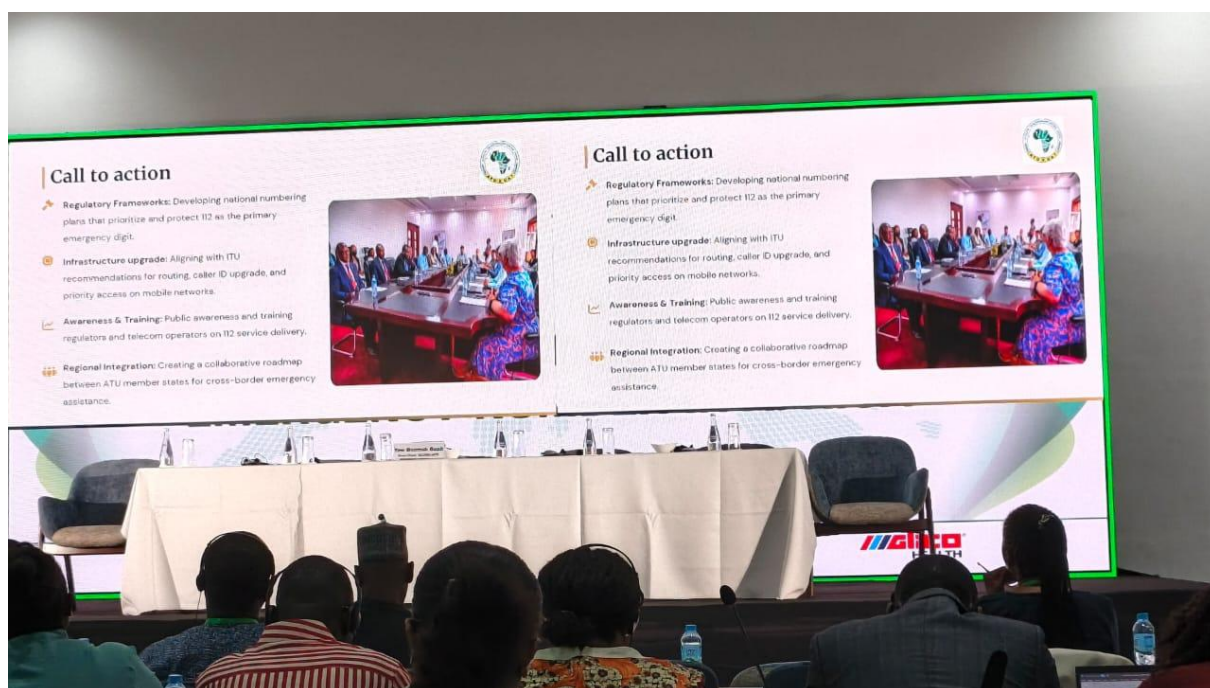
Les participants ont également examiné la mise en œuvre des résolutions, actions et opinions issues des conférences antérieures. Cette réflexion a permis de mesurer les progrès réalisés, d'identifier les défis persistants et de proposer des orientations pour assurer la continuité des efforts engagés par les États africains.

Un autre axe important de la journée a été la formulation de propositions communes du continent, en vue de renforcer la contribution africaine aux travaux préparatoires de la WTSA-28. Les débats ont souligné la nécessité d'une coordination renforcée entre les pays africains afin de défendre des positions communes sur les questions prioritaires.

Les délégués de l'OAC ont participé activement à ces échanges en rappelant que les orientations techniques doivent toujours intégrer la dimension de l'intérêt général, de l'accessibilité des services et de la protection des usagers. Leur présence a permis de faire entendre, dès cette première journée, la voix des consommateurs dans la réflexion stratégique continentale.

III- Jour 2 : OTT et urgence

La deuxième journée a été consacrée à l'atelier conjoint ITU-ATU sur l'impact économique des services OTT et sur la mise en œuvre d'un numéro d'urgence commun en Afrique. Cet atelier a offert un cadre d'analyse approfondi sur deux sujets majeurs liés à l'évolution rapide des services numériques sur le continent.



Les premières sessions ont porté sur la définition des services OTT, leur fonctionnement et leur place croissante dans les usages numériques. Les échanges ont montré que ces services modifient profondément les habitudes de consommation, la structure des marchés et les équilibres entre opérateurs traditionnels et nouveaux acteurs numériques.

Les débats se sont ensuite concentrés sur l'impact économique des OTT pour les opérateurs, les États et les consommateurs. Les participants ont mis en évidence les questions de concurrence, de fiscalité, de souveraineté numérique et de régulation équitable, tout en rappelant la nécessité de préserver un environnement propice à l'innovation et au développement durable du secteur.

La seconde partie de l'atelier a traité de la mise en place d'un numéro d'urgence commun en Afrique. Les discussions ont exploré les conditions de faisabilité technique, les bonnes pratiques internationales, ainsi que les exigences opérationnelles et réglementaires d'un tel dispositif, considéré comme un outil essentiel pour la sécurité des populations.

Les représentants des consommateurs ont insisté sur la nécessité d'un numéro d'urgence simple, accessible, gratuit ou à coût maîtrisé, afin qu'il soit réellement utilisable par l'ensemble des citoyens, y compris les groupes vulnérables. Cette contribution a été particulièrement appréciée dans un débat où la perspective de l'utilisateur doit rester centrale.

IV- Jour 3 : SG2 et SG3

La troisième journée a été marquée par les réunions régionales des Groupes d'étude ITU-T SG 2 et SG 3 pour l'Afrique. Ces travaux ont permis d'évaluer l'état d'avancement des dossiers techniques, de faire le point sur les contributions reçues et de préparer les prochaines étapes de la participation africaine aux travaux de l'UIT-T.



La réunion du SG2 a permis de revenir sur les résultats de la session précédente, sur le rapport de la dernière réunion ad hoc relative aux activités des pays en développement, ainsi que sur les contributions soumises par les membres du groupe. Les discussions ont également porté sur les suites à donner à l'atelier régional sur la Résolution 100 et sur la prochaine échéance du groupe.

La réunion du SG3 a, pour sa part, porté sur le mandat du groupe, ses méthodes de travail et l'état d'avancement de son programme. Les membres ont examiné les contributions reçues, les priorités à défendre dans les prochaines réunions et les besoins de coordination pour les travaux à venir.

Dans ces deux cadres, les délégués de l'OAC ont posé des questions, formulé des observations et insisté sur la nécessité d'intégrer les besoins des usagers dans les futurs standards et recommandations. Leur participation a contribué à renforcer la visibilité des préoccupations citoyennes au sein de débats très techniques.



Cette journée a également permis d'identifier des pistes de coopération plus étroites entre les institutions régionales, les régulateurs et la société civile. Les échanges ont confirmé que les normes techniques n'ont de valeur réelle que si elles répondent aux attentes concrètes des populations et favorisent une meilleure qualité des services.

V- Cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture a marqué la fin des travaux avec la présentation des principales conclusions issues des trois journées de réunions et d'ateliers. Elle a permis de mettre en lumière les avancées enregistrées sur la coordination africaine, les enjeux liés aux OTT, ainsi que les perspectives de collaboration autour des groupes d'étude ITU-T.

Les organisateurs ont salué la qualité des contributions, la diversité des interventions et l'esprit constructif ayant caractérisé l'ensemble des échanges. Ils ont également souligné l'importance de poursuivre les efforts de coordination afin de consolider une position africaine forte et cohérente pour les prochaines échéances internationales.

La clôture a aussi été l'occasion de rappeler le rôle essentiel des parties prenantes, y compris de la société civile et des associations de consommateurs, dans la construction d'un écosystème numérique inclusif. Les délégués de l'OAC ont estimé que cette dynamique doit être entretenue et renforcée à l'avenir.

Les délégués ont enfin exprimé leur satisfaction quant à la qualité des travaux et à l'accueil réservé aux participants, tout en réaffirmant leur disponibilité à poursuivre la coopération avec les institutions régionales et nationales concernées. Cette conclusion a confirmé l'intérêt stratégique d'une participation régulière des consommateurs à ce type de rencontres.



ORGANISATION AFRICAINE DES CONSOMMATEURS (OAC)

African Consumers Organization (ACO)

50 organisations nationales de consommateurs dans 39 pays d'Afrique

Conclusion

La participation de la délégation de l'OAC, composée de représentants des associations de consommateurs du Togo, du Bénin et du Mali, avec l'appui de l'ARCEP Togo et de l'AMRTP du Mali, a constitué une expérience significative, tant sur le plan technique que sur le plan institutionnel. Elle a permis de renforcer leur compréhension des enjeux de la normalisation des télécommunications et de consolider leur capacité de plaidoyer dans les espaces régionaux et internationaux.

Cette mission a également démontré l'importance de maintenir la présence de la société civile dans les débats sur la transformation numérique, afin que les normes et politiques adoptées tiennent compte des intérêts des consommateurs, de l'accessibilité des services et des exigences de développement inclusif.



ORGANISATION AFRICAINE DES CONSOMMATEURS (OAC)

African Consumers Organization (ACO)

50 organisations nationales de consommateurs dans 39 pays d'Afrique

Annexe : Agenda

DRAFT AGENDA

1st African Preparatory Meeting *for* WTSA-28 (APM-1)

&

Joint ITU-ATU Workshops on OTTs & Implementation of a
Common Emergency Number in Africa

&

Meeting of ITU-T SG 2 & 3 Regional Groups for Africa

Accra, Ghana

13-17 April, 2026



ORGANISATION AFRICAINE DES CONSOMMATEURS (OAC)

African Consumers Organization (ACO)

50 organisations nationales de consommateurs dans 39 pays d'Afrique

Day 1&2: 1st African Preparatory Meeting for WTSA-28 (APM-1)

Theme: Strengthening Africa's Common Position for WTSA-28

Registration and Networking

Opening Session

Coffee Break

Session 1: WTSA Preparatory Process and Implementation of Resolutions, Actions and Opinions

Lunch

Session 2: Africa's Common Proposals

Session 3: Coordination and Strategy for WTSA-28

Closing & Coffee

Day 2&3: Joint ITU-ATU Workshop on the Economic Impact of OTTs and a Common Emergency Number in Africa

- Short Opening Session

Sessions 1 and 2: Economic Impact of OTTs (WTSA-24 Resolution 29, WTSA24 Action 4)

Theme: Understanding and Addressing the Economic Impact of Over-The-Top (OTT)

Services in Africa

Defining OTT Services and Market Dynamics in Africa

Economic Impact of OTTs on Traditional Telecom Operators and Governments

Balancing Innovation, Competition, and Fair Market Practices

Wrap-up, Recommendations and Call for Action

Sessions 3 and 4: Implementation of a Common Emergency Number in Africa (WTSA-24 Resolution 100)

Theme: Global Best Practices in Implementing a Common Emergency Numbering

Feasibility of a Common Emergency Number for Africa

Policy, Technical, and Operational Considerations



ORGANISATION AFRICAINE DES CONSOMMATEURS (OAC)

African Consumers Organization (ACO)

50 organisations nationales de consommateurs dans 39 pays d'Afrique

Best practices from Africa in the implementation of Resolution 100

Wrap-up, Recommendations and Call for Action

Day 3-5: Meeting of ITU-T Study Groups 2 and 3 Regional Groups for Africa

Day 3 (half day): ITU-T SG2RG-AFR

Opening of the meeting

Adoption of the agenda

Overview of outcomes of previous ITU-T SG2 meeting

Report of the last SG2RG-AFR meeting

Report of the last ad-hoc meeting on activities related to developing countries

Discussion of received contributions

Outcomes of the regional ITU workshop on WTSA Resolution 100

SG2RG-AFR members' contributions to ITU-T SG2

Venue and date of next SG2RG-AFR meeting

Closure of the meeting

Days 4-5: ITU-T SG3RG-AFR (1.5 to 2 days)

Opening of the meeting

Adoption of the agenda

Overview of ITU-T Study Group 3 and working methods

Review of previous SG3 Group meetings

Status of SG3 Work Programme

Discussion of received contributions

SG3RG-AFR and Member Contributions to ITU-T SG3 in July 2026

Venue and date of next SG3RG-AFR meeting

Closure of the meeting
